

**ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL (MOBBING), Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1351 Luxembourg, 13, rue du Commerce.  
R. C. Luxembourg F 1052.

*Statuts modifiés et arrêtés en Assemblée Générale, le 31 mars 2005*

L'an deux mille un, le jeudi vingt-six juillet.

Entre les soussignés, il est constitué une association sans but lucratif régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée par les lois du 22 février 1984 et 4 mars 1994 sur les associations et fondations sans but lucratif.

**I. Dénomination, Siège, But**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL (MOBBING) et a son siège social à L-1351 Luxembourg, 13, rue du Commerce.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision d'une Assemblée générale statuant conformément aux présents statuts.

**Art. 2.** L'association a pour objet:

- \* la lutte contre le harcèlement moral et le stress au travail;
- \* le soutien aux victimes du harcèlement moral et du stress au travail;
- \* la promotion de l'information, des moyens de défense et de la formation au sujet du harcèlement moral et du stress au travail.

Dans le cadre de ces objets elle peut en outre assurer à ses membres une information générale et détaillée au niveau professionnel, économique et social.

Respectueuse de toutes les opinions philosophiques et politiques, elle se déclare neutre au point de vue idéologique et politique.

L'association peut s'affilier à des organismes nationaux et internationaux poursuivant des buts similaires ou collaborer avec eux.

**Art. 3.** L'association est constituée pour une durée illimitée.

**II. Affiliation, Démission, Exclusion**

**Art. 4.** L'ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL (MOBBING) comprend des membres actifs et des membres d'honneur.

**Art. 4.1.** L'ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL (MOBBING) se compose d'associations et organisations qui désignent les membres de l'ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL (MOBBING). Le LCGB et le SYPROLUX, en tant que membres fondateurs de l'association, désignent les membres de l'association. Sont membres actifs de l'association, 30 personnes désignées sur la base d'une liste à remettre par le LCGB à l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire de l'association. Sont également membres actifs, 5 personnes désignées sur la base d'une liste à remettre par le SYPROLUX à l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire de l'association. Ces membres sont les membres actifs de l'association, disposant du droit de vote. Ils sont éligibles au Conseil d'administration et à la Commission de surveillance.

La remise des listes se fera au moins 15 jours de calendrier précédant l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. Elle se fera dans les mains du secrétariat de l'association.

Peuvent s'y ajouter des membres actifs désignés par des organisations admises à l'association à la suite de la procédure établie par l'article 4.2 ci-dessous.

**Art. 4.2.** L'association est ouverte à d'autres organismes et associations qui poursuivent un objectif comparable et qui, au terme d'une procédure d'adhésion, ont obtenu le droit de désigner des représentants, membres actifs de plein droit, à l'ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE HARCELEMENT MORAL ET LE STRESS AU TRAVAIL. La procédure visée tient en une demande écrite d'adhésion, soumise au Conseil d'administration et présentée pour approbation à l'Assemblée générale extraordinaire. Il appartiendra à l'Assemblée générale extraordinaire, statuant à la majorité des deux tiers, de fixer le nombre des représentants en son sein en provenance d'organisations et d'associations désireuses d'adhérer à l'Association luxembourgeoise contre le harcèlement moral et le stress au travail.

**Art. 5.** L'association se compose, outre ses membres actifs, de membres d'honneur.

Les membres d'honneur soutiennent les buts de l'association. Ils ne disposent pas du droit de vote à l'Assemblée générale et ne sont ni éligibles au Conseil d'administration, ni à la Commission de surveillance.

La qualité de membre d'honneur s'acquiert par une déclaration d'adhésion écrite aux buts et aux statuts de l'association, l'agrément par le Conseil d'administration et le paiement de la cotisation annuelle.

**Art. 6.** Les membres de l'association siègent à titre personnel à l'Assemblée générale.

**Art. 7.** La qualité de membre actif et membre d'honneur se perd:

1. Par démission écrite adressée au Conseil d'administration.
2. Par suite de non-paiement de la cotisation annuelle.
3. Par l'exclusion prononcée pour motifs graves, après avoir entendu, ou appelé à être entendu en ses explications, le membre qui semble devoir faire l'objet de cette mesure. L'exclusion peut être prononcée contre tout membre ayant causé volontairement un préjudice matériel ou moral à l'association. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée

que par l'Assemblée générale à la majorité de 2/3 des votants par vote secret, sur proposition motivée du Conseil d'administration.

4. Par décès.

5. Pour les membres actifs, s'ils ne sont plus désignés par leurs organisations respectives.

**Art. 8.** Le membre démissionnaire ou exclu et les héritiers d'un membre décédé n'ont aucun droit sur le patrimoine de l'association.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni apposition de scellés, ni inventaire, ni comptes. Ils ne peuvent plus particulièrement demander ni indemnités, ni restitution du chef des cotisations payées ou des apports effectués.

### III. Cotisations

**Art. 9.** Les montants de la cotisation annuelle sont fixés par l'Assemblée générale. Le montant maximal ne peut dépasser 250 euros.

Pour les membres actifs, la cotisation est payée par chaque organisation ayant désigné des membres conformément aux art. 4.1 et 4.2. Cette cotisation doit être versée durant le premier trimestre de l'année en cours. Le montant total des cotisations est fonction du nombre de membres désignés par chaque organisation.

### IV. Administration

**Art. 10.** L'association est administrée par un Conseil d'administration appelé «CA».

**Art. 11.** Le CA compte 5 administrateurs au moins et 15 administrateurs au plus, élus par l'Assemblée générale. Au moins un représentant est à désigner par le SYPROLUX. Les autres sont élus, à la majorité simple des voix, par les membres actifs. Le CA est renouvelé pour un tiers des membres chaque deux ans pour une durée de 6 ans, avec la possibilité de se faire réélire. Un règlement interne du CA déterminera la procédure à suivre. Le premier renouvellement aura lieu en 2006.

Chaque membre actif peut être candidat. Les candidatures sont à présenter au secrétariat du CA au moins 3 jours de calendrier avant l'Assemblée générale.

Le CA élira parmi ses administrateurs un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et un Trésorier. Le CA se réunit sur la convocation du Président ou de son délégué autant de fois que l'exigent les intérêts de l'association.

Lorsqu'il contrevient à l'objectif et aux buts de l'association et pour des raisons conservatrices des intérêts généraux et patrimoniaux de l'association, un administrateur peut être suspendu de l'exercice de ses fonctions. Cette suspension est décidée, après débat contradictoire et sur avis de la Commission de surveillance, par une majorité des deux tiers au moins des administrateurs. La suspension de ses fonctions prend immédiatement effet. La suspension peut aboutir dans une procédure d'exclusion entérinée par une Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Lorsqu'un des administrateurs cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le CA peut provisoirement pourvoir à son remplacement jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

L'administrateur ainsi désigné achèvera le mandat de son prédécesseur.

**Art. 12.** Le Président représente officiellement l'association. Il dirige les travaux du CA et préside l'Assemblée générale. Il est responsable pour l'exécution des décisions prises. Il assume la coordination des charges à répartir entre les membres du CA. Il signe, conjointement avec resp. le secrétaire et le trésorier, les documents engageant la responsabilité morale et financière de l'association.

En cas d'absence, il est remplacé par le Vice-président.

**Art. 13.** Le Secrétaire est chargé de la rédaction des correspondances normales, des rapports du CA, de l'Assemblée générale et des entrevues avec les autorités.

Il est tenu de présenter à l'Assemblée générale le rapport d'activité de l'année écoulée.

**Art. 14.** Le Trésorier est chargé de la gestion financière de l'association. Il s'occupe des encaissements et exécute les dépenses ordonnées par le CA. Au début de chaque exercice, il présente au CA un projet de décompte de l'exercice écoulé et un projet de budget pour l'exercice en cours. A cet effet, il devra présenter le rapport d'un auditeur externe sur la comptabilité, auditeur choisi par le CA. Ces documents sont définitivement arrêtés par le CA et proposés à l'approbation de l'Assemblée générale.

**Art. 15.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

L'exercice comptable commence le 1<sup>er</sup> décembre et prend fin le 30 novembre de l'année suivante, sauf décision contraire du CA.

### V. Commission de Surveillance

**Art. 16.** Une Commission de surveillance, composée d'un Président et de deux assesseurs est nommée par l'Assemblée générale sur proposition du CA pour une durée de trois années. La Commission de surveillance comprend un représentant du SYPROLUX et deux représentants du LCGB. Elle est renouvelable par un tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles. Un règlement interne fixe les modalités de la procédure. Le premier renouvellement aura lieu en 2006.

Dans le cadre de la procédure de suspension de mandat ou d'exclusion d'un membre du CA, la commission rend un avis après avoir entendu les parties concernées.

**Art. 17.** Pour les élections internes, la commission se constitue en commission électorale.

**Art. 18.** Les membres de la Commission de surveillance ne peuvent pas faire partie du CA. Leur droit de vote au sein de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire est mis en suspens pour la durée de leur mandat.

## VI. Assemblées Générales

**Art. 19.** Au cours du premier semestre de chaque année, le CA convoque une Assemblée générale. La convocation et l'ordre du jour sont portés à la connaissance de tous les membres au moins 8 jours de calendrier à l'avance. Une délibération de l'Assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

- a) l'adoption de nouvelles organisations;
- b) l'élection et la révocation des membres du CA;
- c) l'approbation des décomptes et budgets;
- d) la nomination de la Commission de surveillance;
- e) l'approbation des rapports d'activités morales et financières;
- f) la fixation des cotisations annuelles;
- g) l'exclusion d'un membre;
- h) la dissolution de l'association;
- i) la modification des statuts.

**Art. 20.** Le CA a le droit de convoquer, selon nécessité, une Assemblée générale extraordinaire. Il est tenu de la convoquer, si un tiers des membres actifs de l'association la demande, par écrit avec un exposé des motifs.

**Art. 21.** l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire est régulièrement constituée, quelque soit le nombre des membres présents (sauf pour les points i) et h) pour lesquels une présence de deux tiers est exigée).

Les décisions concernant les points b) à g) de l'article 19 sont prises à la majorité simple des voix des membres présents, ou par acclamation.

Les statuts et les modifications des statuts (point i) de l'article 19) ne peuvent être adoptés que si les deux tiers de ses membres sont présents et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

La dissolution de l'association (point h) de l'article 19) ne peut être prononcée par une première Assemblée générale, que si les deux tiers de ses membres sont présents et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

L'adoption de nouvelles organisations est décidée par une Assemblée générale extraordinaire quel que soit le nombre des membres présents.

Les résolutions de l'Assemblée générale sont consignées dans un registre de l'association. Ce registre peut être consulté par chaque membre actif de l'association.

**Art. 22.** Le CA peut convoquer une Assemblée générale extraordinaire chaque fois qu'il la juge utile ou nécessaire.

## VII. Dispositions Spéciales

**Art. 23.** Toutes les questions non prévues dans les présents statuts sont régies par la loi du 21 avril 1928 concernant les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 et modifiée par la suite.

## VIII. Dissolution et Liquidation

**Art. 24.** En cas de dissolution décidée par l'Assemblée générale, le patrimoine social est versé à une association dont l'objet social rejoint celui de la présente A.s.b.l.

**Art. 25.** Pour la liquidation de l'association, l'article 20 de la loi du 21 avril 1928 est applicable.

**Art. 26.** Pour tout ce qui n'a pas été expressément stipulé ci-avant il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Signature / Signature

Président / Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 2005, réf. LSO-BD05954. – Reçu 474 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(034328.3/000/165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2005.